

Résumé de l'intervenant

Une nouvelle approche est requise pour assurer un accès équitable à l'enseignement postsecondaire, selon le rapport

Selon un nouveau rapport du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur (COQES), la hausse dramatique du nombre d'inscriptions aux collèges et universités de l'Ontario au cours des deux dernières décennies a peu fait pour garantir un accès équitable aux étudiants traditionnellement sous-représentés aux études supérieures.

Des décennies de recherche ont démontré que les étudiants de première génération (ceux dont les parents n'ont pas terminé leurs études secondaires), les étudiants à faible revenu, les étudiants autochtones et les étudiants handicapés ont moins tendance à s'inscrire dans des établissements d'enseignement postsecondaire et sont moins susceptibles d'obtenir un titre d'études postsecondaires que leurs pairs. Différents gouvernements fédéraux et provinciaux ont cherché à favoriser la participation des étudiants sous-représentés en encourageant la croissance des inscriptions, en élargissant l'aide financière aux étudiants, en plafonnant les frais de scolarité et en offrant un financement ciblé aux établissements pour les aider à recruter et appuyer ces étudiants, précise le rapport.

Ces politiques ont entraîné une hausse de 31 % du nombre d'inscriptions, qui est passé de 555 000 étudiants en 2004 à 725 000 étudiants en 2015, et ont fait de l'Ontario un chef de file mondial en matière de diplomation postsecondaire des adultes. Environ 68 % des Ontariens âgés de 25 à 34 ans ont un titre d'études postsecondaires, le taux le plus élevé de toutes les provinces canadiennes et l'un des plus élevés parmi les pays de l'OCDE.

Malgré tout, peu d'éléments indiquent que la croissance du nombre d'inscriptions a réduit l'écart de participation entre les étudiants favorisés et défavorisés, sans compter que la situation pose des défis de taille aux établissements et aux étudiants. Les données démographiques changeantes de la province, qui révèlent un déclin du nombre d'étudiants canadiens qui se destinent aux études postsecondaires, indiquent qu'une croissance future pourrait ne pas être possible, ce qui minerait la capacité des établissements d'augmenter leurs revenus. De plus, la croissance effrénée et rapide des inscriptions qui n'a pas été concomitante à une hausse proportionnée du nombre de ressources, dont le corps professoral, donne à penser que la qualité de l'expérience vécue par les élèves en a souffert.

Intitulé *Redéfinir l'accès à l'enseignement postsecondaire*, le rapport soutient qu'une nouvelle approche en matière d'accès s'avère nécessaire en vue d'orienter les ressources provinciales limitées de manière à aider les étudiants sous-représentés plutôt que de continuer d'augmenter le nombre d'inscriptions. Les auteurs du rapport argumentent en faveur de l'application de politiques d'accès et d'interventions véritablement efficaces au secteur de la maternelle à la 12^e année.

« Maintenant que les buts sont atteints au chapitre de la croissance, il est temps de prêter une attention soutenue pour faire en sorte que tous les Ontariens tirent profit de l'égalité des chances dans l'accès au système d'enseignement postsecondaire de la province et la réussite dans celui-ci », précise le rapport.

Redéfinir l'accès à l'enseignement postsecondaire a été écrit par Fiona Deller, Amy Kaufman et Rosanna Tamburri, Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur.